

AMINATA TOURE

Ancien Premier ministre du Sénégal

Sean CLEARY

Notre troisième intervenante, et l'une des plus éminentes, est bien entendu l'ancien Premier ministre du Sénégal, qui a également eu une brillante carrière aux Nations Unies avant d'exercer cette fonction. Elle aussi nous parlera des changements de paradigmes et des changements de discours.

Aminata TOURÉ

Mon approche sera différente de celle de mon bon ami, Monsieur le Ministre Gadio. Étant une Afro-optimiste, je commencerai donc par dire que le continent nous apporte son lot de bonnes nouvelles. Selon le FMI, l'Afrique subsaharienne est désormais la région qui affiche le taux de croissance le plus rapide au monde, derrière l'Asie. Selon la dernière enquête de l'EMPEA menée auprès d'investisseurs institutionnels, l'Afrique subsaharienne est appelée à connaître la plus forte croissance des investissements privés sur l'ensemble des marchés émergents au cours des années à venir, devenant devant le Brésil, la Chine et l'Inde la destination la plus attractive pour les affaires. La troisième bonne nouvelle : selon la Banque africaine de développement, un tiers de la population africaine est considéré comme appartenant à la classe moyenne, dépensant entre 4 et 20 dollars par jour. D'ici 2060, plus d'un milliard d'Africains devraient la rejoindre. La classe moyenne africaine est essentiellement urbaine. Au regard de la Chine, le taux d'urbanisation en Afrique est déjà de 37 %, et il est plus important que celui de l'Inde. De 2020 à 2050, l'Afrique connaîtra le taux d'urbanisation le plus rapide de la région.

Mon bon ami a évoqué notre problème en matière de stabilité, ce que nous reconnaissons, mais la stabilité a sensiblement progressé depuis la fin de la guerre froide et, depuis lors, le nombre des conflits armés a chuté, passant de plus de 30 à une dizaine, même si, comme vous l'avez dit, la violence demeure une réalité au Soudan du Sud, dans certaines parties de la République démocratique du Congo et en Somalie. Pour autant, les élections démocratiques sont désormais la norme. Des problèmes subsistent – j'étais observatrice lors des élections au Kenya – mais de bonnes nouvelles nous parviennent aussi du Sénégal, notre beau pays, du Ghana, du Cap Vert, du Mali, de Guinée et même de Gambie, je pense donc que la démocratie a accompli énormément de progrès.

Nous sommes convaincus que nous devons mettre les ressources africaines au service des Africains. On estime que l'Afrique renferme 80 % de l'approvisionnement mondial en platine et en cobalt, la moitié de l'approvisionnement mondial en or, les deux tiers de celui en manganèse, 35 % de l'approvisionnement mondial en uranium et 75 % du coltan, un minerai important pour les appareils électroniques. L'Afrique, comme l'a dit le ministre du Maroc, possède environ 600 millions d'hectares de terres arables non cultivées, aussi l'avenir de la nutrition de l'humanité pourrait-il bien être entre nos mains. Les dirigeants africains nés après les indépendances veulent établir des relations économiques différentes avec le reste du monde, et les BRICS sont très positifs pour nous, car le monopole, comme vous le savez, dessert les activités économiques, et n'a pas forcément joué en notre faveur.

Autre bonne nouvelle, et qui ne voudrait l'entendre : nous sommes jeunes. L'Afrique a la population la plus jeune au monde et dont la croissance est la plus rapide : plus de 40 % de la population a entre 15 et 20 ans ou moins de 15 ans, et nous comptons 200 millions de jeunes en Afrique. Bien sûr, cette situation n'est pas sans problèmes, et je crois que le ministre en a évoqué certains. Mais nous devons aussi considérer le fait qu'une population plus importante veut dire aussi une population active plus importante, ce qui se traduit par davantage de revenus disponibles, puisque plus de personnes dans une famille ont un emploi, ce qui entraîne une amélioration du niveau de vie. Une main-d'œuvre importante maintenant et à l'avenir signifie également plus de contribuables, donc plus d'argent et plus de fonds pour le gouvernement. Mais, nous sommes d'accord, cette situation exige des investissements très spécifiques de la part du gouvernement africain. Nous devons relever nos défis armés de notre capacité historique à rebondir, et nous le

savons. Je ne crois pas que beaucoup de peuples aient traversé autant d'épreuves que l'Afrique, et cependant, nous avons su les surmonter et faisons preuve de résilience.

La croissance économique n'a pas été suffisamment inclusive, nous en convenons, et malgré une classe moyenne qui se développe, un tiers des Africains, ce qui est encore beaucoup trop, vivent toujours dans la plus grande pauvreté. Ce que nous devons faire de toute urgence, c'est développer un programme de filets de protection sociale afin de garantir l'accès universel à la santé, à l'éducation, à l'eau, à l'électricité et à des logements convenables pour les Africains, y compris ceux qui vivent dans des zones rurales et sont souvent laissés pour compte. Ce dont je parle, c'est d'un pacte social pour l'Afrique en quelque sorte. La croissance a été associée à une hausse des exportations de ressources naturelles non renouvelables, avec un impact énorme sur le sol, l'eau et les forêts. Nous devons donc tirer les enseignements de l'expérience d'industrialisation verte dans le monde. L'économie africaine est encore en grande partie basée sur l'extraction des matières brutes, ce qui n'a pratiquement aucune valeur en termes de création d'emploi, c'est donc un élément que nous devons examiner. Et pourtant, l'Afrique voit le retour de sa diaspora, essentiellement des jeunes Africains bardés de diplômes, des acteurs économiques qui font bouger les lignes, qui se lancent dans la technologie, la chaîne d'approvisionnement, l'énergie, notamment l'énergie solaire et la bioénergie. L'Afrique est le leader mondial en matière d'adoption des communications mobiles, et nous voyons se déployer des opportunités commerciales transversales, comme la banque mobile, ou encore un système d'éducation virtuel, et ainsi de suite. Le secteur africain des services est porteur d'une énorme promesse économique. En fait, sur la période 2009-2012, ce domaine a affiché un taux de croissance deux fois supérieur au taux mondial moyen.

Nous devons également améliorer la bonne gouvernance et rendre davantage compte au peuple africain. Cela implique une lutte active contre la corruption en nous appuyant sur des cadres juridiques et des organes institutionnels efficaces en la matière. À cet effet, nous devons également coopérer avec l'Occident, avec l'Europe et l'Amérique, car en général, lorsque l'argent quitte notre budget national, il se retrouve dans les banques occidentales.

Nous devons aussi intensifier la lutte contre l'impunité et les violations des droits de l'Homme. Nous devons renforcer l'État de droit, et il est capital d'insister sur une plus grande participation de la jeunesse, car la majeure partie de notre population est jeune, et des femmes. J'en ai parlé hier, et sachez bien que les femmes produisent 70 % de la nourriture sur le continent, il est donc tout simplement impossible de faire des avancées ou des progrès dans le secteur agricole sans prendre en compte leurs besoins et leurs droits. Nous devons également, comme cela a été évoqué, aborder la question des minorités, et nous occuper de la diversité.

En tant qu'Africaine, ce que j'aimerais voir de la part du reste du monde, c'est la chose suivante : nous avons besoin de mieux comprendre la réalité quotidienne en constante évolution de l'Afrique, sans clichés, sans condescendance, parce que nous savons aussi que ces attitudes nous ont été léguées par un passé colonial. Il nous faut donc en avoir conscience et les combattre, car, comme je l'ai dit, l'Afrique est en pleine mutation.

Elle a de jeunes et nouveaux dirigeants africains, qui sont ancrés dans leur propre culture, et qui, dans le même temps, maîtrisent parfaitement les normes et les cultures internationales, et une nouvelle génération de jeunes Africains très instruits, qui posent sur le monde un regard différent de celui de leurs parents. C'est peut-être ce que la Chine arrive mieux à comprendre que beaucoup de ses concurrents sur le continent, car elle a été colonisée, elle a été opprimée, ce qui lui permet de faire preuve de plus d'empathie, et peut-être de comprendre plus rapidement ce que nous ressentons, ce que le monde occidental doit lui aussi réussir à comprendre. Nous avons également besoin de nouveaux modèles économiques. C'est ce que nous attendons de nos partenaires étrangers avec le slogan « Fair must be fair ». Nous savons bien que dans toutes les accords que nous nous efforçons de conclure, nous payons beaucoup plus cher en raison, dit-on, de notre insécurité, même si le Sénégal est un pays très pacifique. Nous avons évolué de façon pacifique, mais il se trouve que nos prêts, la plupart du temps, sont plus onéreux que dans d'autres pays, car l'Afrique, je crois, possède l'une des plus mauvaises stratégies de relations publiques.

Lorsqu'on parle de l'Afrique, on passe du sida à Ebola, mais entre les deux, ce continent a été le théâtre de bien des choses positives. Ceux d'entre vous qui se trouvaient hier à la réception ont peut-être vu une jeune femme originaire du Mali. Cette énergie qui l'animait, c'est aussi celle que l'on voit et que l'on ressent tous les jours sur le continent. Nous devons également renforcer la solidarité, nous attaquer à ces problèmes que sont la corruption, le terrorisme,



l'immigration clandestine, l'impact du changement climatique, et renforcer la solidarité en ce qui concerne le partage du progrès.

Merci.